

N° 5145³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**sur l'administration du patrimoine du régime général de pension**

* * *

**AVIS DE L'ETABLISSEMENT D'ASSURANCE CONTRE
LA VIEILLESSE ET L'INVALIDITE****DEPECHE DU PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT D'ASSURANCE
CONTRE LA VIEILLESSE ET L'INVALIDITE AU MINISTRE DE LA SANTE
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

(20.10.2003)

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 21 mai 2003, vous avez transmis à l'Etablissement d'assurance pour avis le projet de loi No 5145 sur l'administration du patrimoine du régime général de pension. Après avoir pris connaissance de ce projet de loi au cours de sa réunion du 3 juillet 2003, le comité directeur est arrivé à la conclusion, lors de sa réunion du 25 septembre 2003, qu'il n'est pas outillé pour émettre un avis circonstancié sur l'ensemble des dispositions qui soulèvent maints problèmes techniques souvent épineux. Dépassant largement le cadre de la législation traditionnelle en matière d'assurance pension, ces questions ont trait à la transposition à un établissement public des règles légales de gestion des organismes de placement collectif à caractère privé. Aussi le comité directeur voudrait-il se limiter aux observations d'ordre général suivantes.

Rompant avec la tradition presque centenaire de l'encadrement légal du placement du patrimoine des caisses de pension excluant des investissements dont la valeur est sujette à de fortes variations, le projet de loi et son règlement d'exécution entendent optimiser le rendement d'une partie importante de la réserve des caisses de pension. Les placements à court terme qui atteignent actuellement environ 35% seraient remplacés progressivement par des investissements en actions et en obligations. Au terme d'une période transitoire de quatre ans, les placements de cette nature devraient atteindre 46% de la réserve (20% en actions, 21% en obligations euros et 6% en obligations non-euros).

Les membres employeurs du comité directeur sont favorables à un changement de la législation tendant à autoriser des placements en actions et en obligations, étant donné que leur rendement dépasse à long terme celui des autres investissements. A leur avis, la diversification du portefeuille d'actions et d'obligations permet une gestion à la fois optimisée et prudente. Les membres représentant les assurés se montrent plus réticents quant au principe de la réforme proposée. Ils craignent qu'au lieu d'être toujours plus rentables, les placements en bourse puissent dans certaines circonstances provoquer une diminution substantielle de la réserve de compensation du régime de pension. Ils rendent attentif à la chute des cours en bourse à travers le monde pendant les dernières années qui a affaibli voire ruiné de nombreux fonds de pension étrangers y ayant investi tous leurs avoirs.

Suivant l'exposé des motifs du projet de loi, la réorientation de la politique de placement permettrait une augmentation du taux de rendement annuel moyen avoisinant 2% (voir tableaux à la page 16 du doc. parl. No 5145). A les supposer exactes, ces estimations sont incomplètes dans la mesure où elles ne tiennent pas compte des frais de gestion inhérents au système proposé impliquant de nouveaux intervenants (Fonds de compensation, experts, banque dépositaire). Craignant que ces frais ne soient pas négligeables, le comité directeur estime qu'ils devraient être chiffrés avant le vote du projet de loi pour permettre au législateur de statuer en connaissance de cause.

Le projet de loi (article 263-8 nouveau du code des assurances sociales) se limite à renvoyer au droit commun en ce qui concerne la responsabilité des membres des organes du Fonds de compensation ayant commis des fautes dans leur gestion. La coexistence au sein du comité d'investissement de trois experts dans le domaine financier et de trois représentants des caisses de pension n'ayant aucune compétence particulière dans ce domaine risque de condamner ces derniers à un rôle de simples figurants, bien que leur responsabilité soit engagée. La question de la responsabilité des gestionnaires fait actuellement l'objet d'une étude confiée par le comité directeur de la Caisse de pension des employés privés à un cabinet d'avocat. Il y a lieu d'attendre les conclusions de cette étude en vue d'amender le projet de loi. La question de la responsabilité ne concerne pas uniquement les membres des organes du Fonds de compensation dont un tiers est d'ailleurs désigné par le Gouvernement, mais se pose aussi au niveau de l'autorité de tutelle voire sur le plan politique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président,
Paul HANSEN